

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-chinoises et sur la lutte contre le chômage, à Pékin le 25 avril 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames et Messieurs, je veux d'abord vous présenter toutes mes excuses pour le retard. Mais les discussions que nous avons eues avec le président chinois et le dîner officiel nous ont contraints de différer quelque peu cette conférence de presse. Néanmoins, cette première journée de la visite d'Etat a été marquée par l'attention très grande qui nous a été accordée par le président chinois sur les questions que nous voulions aborder.

C'était en effet une visite attendue, très attendue même : la première que j'effectuais, ici en Chine, comme président de la République et la première que les autorités chinoises accordaient à un chef d'Etat européen. Visite attendue aussi au regard de ce que devenait le partenariat stratégique, c'est-à-dire un cadre qui parfois peinait à trouver son contenu. Visite attendue, enfin, au regard du déséquilibre de nos échanges commerciaux avec la Chine qui appelle nécessairement une correction.

Cette visite a été longuement préparée par les ministres concernés, également par Martine AUBRY et je l'en remercie, et par tous ceux qui depuis longtemps comme Jean-Pierre RAFFARIN travaillent aux bons rapports, à la bonne relation avec la Chine. Je suis aujourd'hui conscient que nous devons franchir une nouvelle étape. Non pas simplement parce qu'il y a l'anniversaire du moment très important qui a été la reconnaissance par le général de GAULLE, au nom de la France, de la Chine populaire, mais parce que nous devons donner un nouvel élan, une nouvelle forme, un nouveau contenu au partenariat stratégique.

D'abord, pour que nos relations soient plus étroites, que nous nous concertions davantage, que nous nous coordonnions mieux. Je lui ai dit, sur le plan de la politique internationale, nous avons des principes qui nous rapprochent : respect de l'indépendance et volonté d'une plus grande gouvernance du monde et attention accordée aux conflits qui peuvent déséquilibrer la planète et lutte contre la prolifération nucléaire, contre le terrorisme et volonté également de mettre le réchauffement climatique au cœur des décisions de la communauté internationale. Je veillerai à ce que le dialogue stratégique et le dialogue économique puissent être menés de pair, c'est-à-dire sans dissocier l'un et l'autre, l'un de l'autre.

Ensuite sur la question du déséquilibre de notre commerce extérieur, j'ai abordé franchement la question avec le président chinois, qui lui-même est conscient que cela ne peut pas être soutenable, durable et que cela suppose d'abord, je lui ai dit moi-même, que nous soyons plus présents, que notre compétitivité soit améliorée à l'évidence et que l'Europe elle-même reprenne le chemin de la croissance, sûrement.

Mais il convient aussi qu'il y ait un rééquilibrage par le haut, c'est à dire une meilleure ouverture du marché chinois, un partenariat sur des coopérations qui dépassent le seul nucléaire ou l'aéronautique, même si nous avons enregistré des accords importants au cours de cette visite aussi bien pour le nucléaire (de la source, de la mine, jusqu'au retraitement et sans oublier la sûreté) et sur l'aéronautique (avec la vente de 60 AIRBUS, 42 A 320, 18 A 330).

Mais nous ne pouvons pas limiter nos échanges simplement à ces deux piliers de la coopération entre la France et la Chine. D'où ce forum économique qui a été organisé et surtout les intentions communes que nous avons portées. Chinois et Français. sur l'agroalimentaire. sur le numérique.

communes que nous avons perçues, en Chine et en France, en regardant, en le montrant, sur les énergies renouvelables, et également sur tout ce qui peut être des investissements d'avenir. Nous pensons à des nouvelles filières. A partir de là, je souhaite que nous puissions avancer d'un pas plus allant vers un certain nombre de résultats.

J'ai appelé aussi les investisseurs chinois à venir en France, pas simplement pour ce qu'ils font déjà (placer des capitaux y compris sur les dettes souveraines en Europe, et la nôtre en particulier), pas simplement pour constituer des fonds communs (ils existent et nous en avons d'ailleurs scellé encore un autre), mais pour prendre une place dans l'appareil productif français en coopération avec les entreprises et faire en sorte que les investisseurs chinois contribuent à la création d'emplois et d'activités.

Il n'y a pas de raison qu'il y ait des investissements français importants, depuis longtemps en Chine, et qu'il n'y ait pas non plus le mouvement inverse. A la condition chaque fois et cela vaut dans les deux sens que ce soit porteur d'emplois dans notre pays. C'est la raison pour laquelle j'ai visité une entreprise. Je n'ai pas choisi n'importe quelle entreprise : une ETI qui s'est installée en Chine pour préserver et même augmenter l'emploi en France, et avoir une coopération d'excellence.

Enfin, et je veux terminer là mon propos introductif, il y a la volonté entre la France et la Chine de développer une coopération culturelle, j'allais dire humaine en favorisant l'attribution de visas \pounds en augmentant le nombre d'étudiants chinois en France et Français en Chine \pounds en développant nos industries culturelles ici, je pense au cinéma, et en faisant aussi en sorte que nous puissions avoir, pour le 50^{ème} anniversaire de la reconnaissance, bon nombre d'événements. C'est la raison pour laquelle j'ai également invité le président chinois à venir à Paris pour une visite d'Etat. Nous avons besoin de rapprocher nos deux sociétés, y compris pour parler des sujets qui peuvent nous différencier ou nous séparer. Et cela a été le cas dans l'entretien que j'ai eu avec le président XI. Parce que je considère que nos principes doivent être celui du respect, sûrement cela fait partie de l'amitié et de la considération que nous nous devons, mais également le principe de la franchise. C'est ce que nous avons fait. Et je crois que le dialogue est la meilleure façon de faire avancer la cause que la France entend servir partout dans le monde je parle des Droits de l'Homme. Je vous laisse la parole ».

QUESTION : « Comment percevez-vous la Chine et les Chinois au cours de cette visite ? »

LE PRESIDENT : « Je ne peux pas prétendre, en une journée, avoir tout vu et tout compris. J'aurai donc tout intérêt et tout avantage à revenir en Chine. D'ailleurs, nous en avons convenu le principe puisque l'idée est de permettre une rencontre entre chef d'Etat une fois par an. Une fois en Chine, une fois en France : je pense que c'est un bon principe.

Ensuite, ce qui frappe tout visiteur, même pour une courte durée, c'est la rapidité de ce qui a été la renaissance chinoise. Je parle de renaissance pour bien signifier ce que représente, en trente ans, le développement de la Chine et une croissance qui, malgré la crise qui frappe une partie du monde, est ici de l'ordre de 8 %. Le président chinois, dans ce dîner, me donnait justement ses objectifs : doubler le niveau de vie moyen du Chinois en 2020. Et être capable, il l'a dit, de faire accéder au bien-être une grande partie de la population. Même s'il y a des inégalités qui restent très importantes sur le territoire et entre les régions. Voilà, c'est ce qui saisit.

Ensuite, ce que j'ai relevé c'est, de la part du président XI et aussi des autorités chinoises, la volonté de travailler avec la France. C'est à dire d'être plus conscients encore de notre responsabilité pour la gouvernance du monde, non pas pour établir je ne sais quelle stratégie de puissances, mais pour nous occuper des grands problèmes du monde.

Quels sont-ils, ces problèmes ? Problèmes de croissance ? On ne peut pas avoir une disparité aussi forte entre les continents. Problèmes d'inégalité ? On ne peut pas avoir des écarts aussi importants. Problèmes environnementaux ? On ne peut pas avoir un réchauffement climatique dont la Chine, comme l'Europe, comme les Etats-Unis sont pour partie responsables, compte tenu des modes de développement. Nous ne pouvons pas non plus ignorer les conflits qui menacent. Et nous avons eu aussi une discussion avec le président XI Jinping sur la Corée du Nord. Nous attendons de la Chine qu'elle utilise toute son influence.

Mais la Chine attend beaucoup de la France parce que la Chine a compris que la France pouvait

être motrice en Europe. Motrice sur le plan économique, en appelant à une politique qui, certes réduit les déficits (déficits budgétaires, déficits commerciaux), mais appelle une nouvelle étape de croissance. Et motrice aussi sur le plan politique, parce que la France est capable de prendre ses responsabilités et des initiatives. Nous l'avons montré au Mali, nous avons parlé de la question de l'Afrique.

Voilà ce que j'ai ressenti au cours de cette première journée de visite : c'est à la fois le développement considérable de la Chine dont nous devons prendre toute notre part mais nous devons aussi fixer des règles entre nous, et l'attente qui est forte d'une coopération, d'un partenariat politique qui puisse contribuer à l'équilibre du monde ».

QUESTION : « Monsieur le Président, comment pensez-vous que la France doit s'adapter à la montée en puissance de la Chine ? Faut-il insister, toujours plus, sur les échanges entre la France et la Chine, en parlant de moins en moins des droits de l'Homme ? D'ailleurs, vous en avez parlé des droits de l'Homme dans votre propos introductif, en disant qu'au nom des principes de franchise vous en avez parlé. Est-ce que vous pouvez préciser ce que vous avez dit ? »

LE PRÉSIDENT : « D'abord, je ne distingue pas la relation politique de la relation économique. Les règles que nous posons sur le plan politique, le partenariat que nous avons amplifié au cours de cette visite, tout cela doit être mis au service du développement économique et du rééquilibrage du commerce extérieur. C'est en partant de la politique que nous pouvons aller à l'économie et ce n'est pas simplement en évoquant nos contrats, notre commerce, que nous regardons par ailleurs avec beaucoup d'attention, car je l'ai dit : on ne peut pas accepter qu'il y ait un déficit structurel de notre commerce extérieur avec la Chine de 25 à 26 milliards d'euros chaque année.

Quant aux droits de l'Homme, aux principes de démocratie, cela fait partie du dialogue que nous avons. Il n'a pas besoin d'être regardé comme une obligation ou comme une difficulté, parce que nous appelons au rééquilibrage de notre commerce extérieur. Mais simplement mettre cette question, comme elle doit l'être, dans le cadre d'un dialogue politique franc et respectueux. J'ai évoqué cette question et notamment la liste que chacun connaît, et que l'Union européenne a établie ».

QUESTION : « Monsieur le Président, bienvenue en Chine ! Depuis votre élection à la présidence en 2012, plusieurs hauts responsables français se sont rendus en Chine pour des visites. Cela signifie-t-il que la France suit la voie des États-Unis, celle du virage américain vers l'Asie ? Sinon, selon certaines sources, vous vous rendez au Japon au mois de juin. Alors quel est votre avis sur les conflits récents entre la Chine et le Japon ? »

LE PRÉSIDENT : « D'abord je n'ai pas à faire je ne sais quel virage ! Il y a des relations continues entre la France et la Chine. Elles ont pu connaître parfois des périodes de forte intensité, parfois des vicissitudes, je n'y reviens pas. Mais depuis mon élection, j'ai veillé à établir une relation constante avec la Chine. J'avais rencontré l'ancien Premier ministre chinois lors du sommet qui rassemble pays européens et pays asiatiques et je suis très attaché à ce dialogue. C'est pour cela que j'ai tenu à y être personnellement.

Avec la Chine, je m'inscris dans le partenariat stratégique tel qu'il a été élaboré au cours des années. Je veux lui donner un contenu et une pratique. Dans ce partenariat, j'inclus les questions économiques globales. Nous avons à faire aussi, sur le plan du système monétaire international, sur le plan des règles commerciales, ce que nous avons à faire pour la gouvernance dans le cadre du G20.

Il y a également les relations bilatérales que je veux meilleures, mais surtout plus équilibrées. Donc ce que j'ai dit sur l'appel aux investisseurs chinois en France, l'ouverture du marché, peut-être des coopérations vis-à-vis des pays tiers. Bref, une politique qui s'inscrit dans la durée, qui soit constante, cohérente pour que notre message n'ait pas besoin de fluctuer selon les circonstances. Vous m'interrogez sur un voyage au Japon. Oui, j'aurai l'occasion de me rendre au Japon. La date n'est pas encore complètement arrêtée. Sur ce qui concerne des conflits qui existent en Mer de Chine, je souhaite que ce soit par le dialogue, une nouvelle fois, que ces questions puissent être réglées ».

QUESTION : « Monsieur le Président, pendant que vous êtes en Chine, il y a le climat aussi en

France et le chômage. Les chiffres seront bientôt connus pour le mois de mars, peut-être que le record sera bientôt battu, le record de 97, on ne sait pas, on verra. Quest-ce que cela vous inspire, premièrement ? Est-ce qu'on peut, est-ce qu'on doit encore vous croire quand vous dites que vous inverserez la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année ?

Lié à ce sujet, deuxième sujet, il y a l'ambnisme sociale. Bientôt la manifestation de la fête du travail du 1er mai et Jean-Luc MELENCHON aussi dans la rue le 5 mai quest-ce que vont dire vos électeurs du premier tour et les syndicats en renonçant à ce projet d'ambnisme sociale ?

Et enfin, toujours dans le climat, l'ambiance du moment en France

LE PRESIDENT : « Vous allez me parler du mariage pour tous aussi pendant que vous y êtes ? »

QUESTION : « Non, de Claude BARTOLONE, le président de l'Assemblée, qui vous réclame de réfléchir à un deuxième temps du quinquennat. Voilà sur ces trois sujets, sil vous plait ».

LE PRESIDENT : « Il y a tellement de questions dans votre intervention que je vais m'arrêter à la seule qui compte, à mes yeux, et qui est la question du chômage. Il y a une progression continue du chômage depuis maintenant cinq ans. Il y a eu un million de chômeurs en plus durant le précédent quinquennat et, depuis mon élection, le chômage ne cesse de progresser.

J'ai pris un engagement qui est d'inverser la courbe à la fin de l'année. Hélas, nous avons à subir et sans doute encore pour le mois dernier une progression du nombre des demandeurs d'emploi, avec ce que cela signifie de souffrance, de précarité, de difficulté. Jen suis le premier conscient. C'est pour cela que nous avons engagé des politiques.

Le cap que j'ai fixé, c'est de faire tout pour que nous retrouvions croissance et emploi. Et dès lors que nous n'avons pas la croissance en 2013 nous ne l'avons pas, cette chose est sûre nous travaillons pour la croissance pour 2014 et pour les années qui suivront. La seule manière de pouvoir baisser le chômage à la fin de l'année, c'est d'utiliser pleinement les mécanismes que nous avons introduits : emplois d'avenir, contrats de génération, bientôt la réforme du marché du travail. Toute l'action du gouvernement je dis bien toute l'action du gouvernement, tous ministères confondus cela doit donc être de poursuivre, d'amplifier encore la bataille pour l'emploi.

Il y a eu une année nous reviendrons sur cette année. Nous avons engagé beaucoup de réformes, certaines viennent justement à leur point d'aboutissement et c'est bien. Mais ce que je veux, c'est que les Français puissent se rassembler sur cette seule cause nationale : la lutte contre le chômage. C'est le seul rassemblement qui convienne. Il a déjà mobilisé les partenaires sociaux. Je ne demande pas qu'il mobilise tous les acteurs politiques, mais cela vaut pour l'Etat comme pour les collectivités locales.

C'est l'appel aussi que je lance aux entreprises et que j'aurai l'occasion encore de préciser. Car sil n'y a pas d'entreprise dynamique et créatrice, il ne peut pas y avoir de baisse du chômage à terme, comme je l'ai moi-même fixée, c'est-à-dire pour la fin de l'année et au-delà.

Si je suis en Chine, on pourrait se dire : « c'est pour parler de tous les sujets sauf celui-là » Non, je suis sur le sujet du chômage et de l'emploi qu'il convient de créer. Parce qu'il ne s'agit pas simplement de contrats, il s'agit d'augmenter la présence des entreprises françaises pour qu'il y ait plus d'emplois en France. C'est le lien que j'ai voulu établir. Partout où je suis, partout je fais en sorte que ce soit pour l'emploi que la France agit.

QUESTION : « Quel partenariat avec la Chine envisagez-vous en Afrique ? »

LE PRESIDENT : « La France, comme la Chine, considère l'Afrique comme un continent d'avenir, comme un potentiel considérable de croissance et de développement. Mais la condition pour assurer ce développement, c'est la sécurité, c'est de permettre que l'Afrique ne souffre pas du terrorisme, de l'instabilité, de trafics de toute sorte ce qui nous a conduit, nous la France, au nom de la communauté internationale, à intervenir au Mali. Pour autant, la question terroriste n'est pas réglée. On le voit bien à travers un certain nombre d'attentats qui ont eu lieu ces derniers jours. Si nous voulons développer l'Afrique, il faut permettre aux Africains d'assurer eux-mêmes leur propre sécurité. C'est eux qui doivent être les premiers responsables de ce rétablissement de la paix civile. D'où la nécessité également de les encadrer, de les former. C'est ce que, d'ailleurs, nous ferons au Mali avec les Européens.

La Chine est présente en Afrique. Elle doit prendre sa part aussi au développement durable, au respect des matières premières, et également à la démocratie et à la lutte contre la corruption.

respect des matières premières, et également à la démocratie et à la lutte contre la corruption.

Parce que c'est aussi un autre mal, qui ne frappe d'ailleurs pas seulement l'Afrique, la corruption »
QUESTION : « Monsieur le Président, vous avez parlé des droits de l'Homme. Il y a une question qui préoccupe beaucoup les Chinois et beaucoup le reste du monde, c'est celle du Tibet. Est-ce que la question a été évoquée lors de votre entretien avec votre homologue chinois ? Est-ce que, par ailleurs, vous avez évoqué aussi la situation du Prix Nobel Liu XIAOBO actuellement incarcéré en Chine ? »

LE PRESIDENT : « Je le répète, nous avons abordé tous les sujets de manière franche, respectueuse, conforme à notre relation : les droits de l'Homme, le Tibet où un certain nombre de dimmulations récentes créent de légitimes émotions. Et, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous sommes revenus sur la liste qui avait été transmise par l'Union européenne.

Toutes ces questions ont donc été évoquées, avec la volonté de ne pas non plus parler que de cela. Ce n'était pas le seul but de ce déplacement. Nous venons parler du partenariat politique, de notre responsabilité à l'échelle du monde, de notre relation bilatérale, de notre présence ici en Chine, de la présence de la Chine en Europe, de la croissance, de tous les sujets ».

QUESTION : « Monsieur le Président, cela fait un an bientôt que vous êtes arrivé au pouvoir. Cela fait un an que vous sillonnez le monde. Quest-ce que ces voyages, votre fonction, vous ont appris de la crise et de la façon dont elle touche singulièrement l'Europe et la France ? »

LE PRESIDENT : « Oui, je sillonne le monde, je vais partout où je dois aller. Il est exact que, dès le lendemain de mon élection, j'ai été dans les grandes instances internationales : G8, G20, sommet de l'OTAN. Je me suis rendu dans la plupart des grands pays. J'ai voulu aussi j'ai évoqué tout à l'heure la rencontre Asie-Europe aller partout où il y avait un échange entre les continents. Quest-ce que je retiens ? C'est que la crise qui a éclaté en 2008 venant d'Amérique, aujourd'hui, c'est une crise européenne. C'était une crise financière, c'est devenu une crise des dettes souveraines. Ces crises-là sont, non pas derrière nous, mais sont en voie de règlement. Des mesures ont été prises contre la finance dérégulée et la zone euro a été stabilisée et sur les dettes souveraines, des programmes ont été menés. Aujourd'hui, il n'y a plus de risque sur un pays le dernier en date était Chypre. Mais c'est en Europe qu'il y a la crise de la croissance.

Donc, ce que je retiens depuis un an, c'est que si l'Europe ne prend pas véritablement en main, à la fois, son union politique, sa capacité d'agir sur le plan économique et monétaire et un clair soutien à la croissance, en même temps que l'on règle les difficultés budgétaires, alors, l'Europe peut être déclassée. L'Europe, c'est la première puissance économique du monde : elle doit reprendre sa place.

Le rôle de la France, c'est, bien sûr, de mettre en ordre ses finances (nous l'avons fait, enfin, nous le faisons, nous continuerons à le faire), d'améliorer sa compétitivité parce que le déséquilibre entre la France et la Chine, sur le plan commercial, s'inscrit dans un déséquilibre global (plus de 60 milliards de déficits du commerce extérieur et ce chiffre, ce n'est pas celui de 2013 : c'est celui de 2012, de 2011, de 2010, 2009). Mais la France, son rôle, c'est de faire en sorte que l'Europe reprenne le chemin de la croissance et pour cela, il faut prendre des mesures de compétitivité dans chacun des pays en même temps.

Il y a eu des pays qui ont anticipé. Les pays en excédent doivent relancer leur demande intérieure en Europe. Il doit y avoir une meilleure coordination des politiques économiques et des trajectoires budgétaires qui doivent être compatibles avec ce que nous voulons en termes de reprise de l'activité.

Parce que moi, je ne peux pas admettre, comme président français, que l'Europe soit regardée comme une difficulté, comme un problème. Comme on le dit souvent, l'Europe ne doit pas être un problème et elle doit être une solution, une solution pour régler les problèmes globaux et une solution pour la croissance à l'échelle du monde.

Une dernière question chinoise Allez-y ! Madame ».

QUESTION : « Quelle coopération envisagez-vous dans le domaine agroalimentaire ? Avez-vous des craintes sur la sécurité alimentaire ? »

LE PRESIDENT : « Oui. D'abord, je n'ai pas peur de manger du poulet autant qu'il le faudra pour vous en faire la démonstration ! Mais il ne faut pas avoir peur de manger du porc qui vient de

France, car nous voulons aussi développer la charcuterie française, ici, en Chine. Il faut respecter les normes sanitaires. Ici, vous y êtes attentifs et nous, en France, nous sommes vigilants. Doù toutes les garanties que nous pouvons vous donner, pas simplement sur la charcuterie Martine AUBRY men voudrait si je ne citais pas la confiserie, la boulangerie, la pâtisserie, bref tous les produits qui viennent de France et qui, je vous le confirme, sont excellents et jen mange plus que de raison !

Sur la question, ensuite, de la coopération. Vous avez raison d'insister : la coopération sur la grippe aviaire, oui, nous sommes tout à fait prêts à la renforcer avec la Chine et la Chine elle-même est consciente du sujet. Nous faisons en sorte que nous puissions donner toute notre contribution scientifique. Je rappelle que, demain, je visiterai l'Institut Pasteur en Chine et que cet Institut, comme toujours, contribue justement à la recherche contre tout ce qui peut atteindre notre santé.

Merci à tous et pardon pour le retard ».